



Déclaration de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT

L'APRES CRISE COVID-19 : DANGER POUR LA FILIERE AUTOMOBILE ET L'INDUSTRIE EN FRANCE

Le plan de relance de la filière automobile vient d'être dévoilé par le Président Macron. Des mesures sont prévues telles que des primes vertes pour l'achat des véhicules 100 % électriques et hybrides, la conversion exceptionnelle de véhicules thermiques de dernière génération, hybrides et électriques. Pour certaines primes il faudra arriver les premiers dans les succursales. **La FTM CGT considère que si les aides pour les achats de véhicules apporteront un plus, par expérience dès qu'elles cessent, le niveau de vente baisse.**

Un fond d'investissement de 600 millions d'euros, dont 200 millions de la part des deux constructeurs français sera créé avec comme objectif de moderniser les outils de productions et d'accélérer l'innovation. Au total, l'État va apporter plus de 8 milliards d'euros d'aides publiques au secteur, en incluant les 5 milliards de prêt pour Renault.

Pour autant il est urgent d'avoir une réflexion beaucoup plus approfondie avec l'objectif d'une stratégie sur le long terme. La FTM-CGT considère qu'il est capital d'avoir une stratégie industrielle qui doit répondre aux enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux (le projet de la voiture populaire de RENAULT prend donc tout son sens). Il est nécessaire de replacer l'automobile dans une véritable politique du transport en répondant aux besoins de la population. Donner une place à ce produit dans l'organisation des transports publics, partagés et individuels, que ce soit pour les ménages et les professionnels, urbains comme ruraux.

La situation sanitaire et sociale fait craindre que la production de nos usines soit ralentie pour plusieurs mois, d'autant plus qu'il faut écouler 400 000 véhicules neufs stockés actuellement sur les parcs Français. Il faut des mesures fortes pour empêcher les délocalisations de production et le fait que le Président Macron semble accepter la fermeture des sites n'est pas de nature à atteindre cet objectif. **M. Macron doit concrétiser ses engagements au sujet des relocalisations et conditionner les aides de l'Etat à cela.**

Se féliciter de la production de la Peugeot 3008 à Sochaux n'est en réalité qu'un effet d'annonce puisque cela a été décidé bien avant la crise du COVID-19. L'annonce du moteur électrique qui sera produit pour RENAULT à Cléon est une bonne nouvelle mais elle doit s'accompagner de la production via la sous-traitance en France de la puissance électronique. **La CGT a des propositions concrètes pour la relocalisation nécessaire à l'industrie automobile, pour l'emploi et l'autonomie industrielle.**

Nous pouvons nous féliciter que la transition à long-terme s'éclaircisse, mais sur le court-terme, rien ne nous garantit une reprise de l'activité sereine !

L'urgence est de travailler à un rééquilibrage des volumes et ainsi gommer des non-sens, comme par exemple pour la Clio et la 208, les deux types de voitures les plus vendues en France alors que pas une seule n'est produite ici. Idem pour les 208 électriques... L'Etat et les constructeurs nous ressortent au contraire toujours les mêmes recettes : conserver les véhicules à forte valeur ajoutée.

Le site et les salariés de Renault Douai payent cette stratégie, en misant sur des produits à faible volume qui s'adressent à une clientèle exigeante, sur des segments où les constructeurs étrangers ont de nombreux atouts à faire valoir... **Le résultat : des volumes de vente qui ne suffisent pas pour assurer le développement industriel.**

La FTM-CGT pense au contraire, qu'il faut miser sur le volume, sur les segments B et C, là où les constructeurs Français sont très compétents. Et si Toyota parvient à produire des véhicules sur le segment B

Déclaration de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT

à Onnaing, c'est bien que le « coût du travail » n'est pas l'argument principal de la délocalisation de la 208 et de la Clio...

Nous doutons donc fortement de l'efficacité d'un soutien basé uniquement sur les véhicules électrifiés car le temps que l'on calibre nos capacités de production sur le mode électrique, ce sont de nombreux salariés qui pourraient voir leurs emplois délocalisés.

Pour la FTM-CGT, qui soutient le projet de loi des GM&S il ne faut pas laisser **les donneurs d'ordres décider seuls de l'avenir de la filière automobile alors même que ce sont eux qui ont provoqué la situation actuelle.** La FTM-CGT a demandé à M. Lemaire, l'organisation d'un débat national pour une véritable filière automobile répondant aux besoins de la population.

A Montreuil, le 27 mai 2020